



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZERE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DES SERVICES DE L'ÉTAT EN LOZERE

Recueil spécial n° 15/2016

Règlements particuliers de police pour l'exercice de la navigation de plaisance
et des activités sportives diverses sur le lac de Villefort et sur le barrage du
Raschas dans le département de la Lozère

Publié le 3 juin 2016




ACCUEIL DU PUBLIC : *rue du faubourg Montbel, Mende*

Services administratifs : *du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00*
le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

 : Préfecture de la Lozère – BP 130 – 48005 MENDE CEDEX

Site internet : www.lozere.gouv.fr

 : 04-66-49-60-00 – Télécopie : 04-66-49-17-23

SOMMAIRE

RECUEIL SPECIAL N° 15 /2016 du 3 juin 2016

Direction départementale des territoires

ARRETE N° DDT-SREC-2016-153-0001 DU 1^{er} JUIN 2016 portant modification du règlement particulier de police pour l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le lac de Villefort dans le département de la Lozère

ARRETE N ° DDT-SREC-2016-153-0002 DU 1er JUIN 2016 portant règlement particulier de police Pour l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le plan d'eau de la retenue du barrage du Rachas



PRÉFET DE LA LOZÈRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES**

Service Sécurité Risques Énergie
Construction

ARRETE N° DDT-SREC-2016-153-0001 DU 1^{er} JUIN 2016

portant modification du règlement particulier de police pour l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le lac de Villefort dans le département de la Lozère

Le préfet,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

VU Le code des transports, notamment les articles L. 4241-1 et suivants.

VU Le décret n° 2013-253 du 25 mars 2013 relatif aux dispositions de la quatrième partie réglementaire du code des transports portant règlement général de police de la navigation intérieure.

VU Le décret n° 2013-251 du 25 mars 2013 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports.

VU Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements.

VU L'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure.

VU L'arrêté préfectoral n° 2009-163-002 réglementant l'utilisation de la retenue du barrage de Villefort à des fins nautiques de loisirs.

SUR proposition du directeur départemental des territoires.

ARRETE :

Article 1 - Champ d'application :

Le présent règlement s'applique sur le lac de Villefort, situé sur le territoire des communes de Villefort et Pourcharesses dans le département de la Lozère, à l'intérieur du périmètre défini sur les plans annexés au présent arrêté (annexe 1).

L'exercice de la navigation des bateaux de plaisance et des activités sportives sur le plan d'eau est régi par le règlement général de police de la navigation intérieure mentionné à l'article L. 4241-1 du code des transports et par le présent arrêté.

.../...

Article 2 - Dispositions d'ordre général :

Toutes les activités autorisées sur le plan d'eau le sont aux risques et périls des intéressés qui doivent respecter, en outre, les règlements intérieurs et les règles techniques et de sécurité propres à chaque activité.

Les interdictions de navigation, limitations de vitesse et, plus généralement, les différentes restrictions ou interdictions prévues par le présent règlement ne sont pas applicables aux bateaux chargés d'assurer les secours, les missions de contrôle des différentes polices de l'État, lorsqu'ils font usage de leurs dispositifs spéciaux de signalisation, qu'ils interviennent dans les cas justifiés par l'urgence de leur mission et sous réserve de ne pas mettre en danger les autres usagers des eaux intérieures.

Article 3 - Schéma d'utilisation du plan d'eau :

L'exercice des activités autorisées sur le plan d'eau est subordonné au respect du schéma d'utilisation du plan d'eau défini au présent article et joint en annexes 1, 2 et 3, qui fixe et détermine les conditions dans lesquelles les activités autorisées peuvent être mises en œuvre.

Ce schéma comporte les dispositions suivantes :

Zone adjacente au barrage

Toute activité nautique est strictement interdite dans la zone adjacente au barrage et matérialisée par des bouées de couleur rouge et blanche positionnées sur le lac.

Zone de la prise d'eau

La baignade et la plongée sont interdites dans la zone matérialisée par des bouées axées sur la balise d'aplomb de la prise d'eau (annexe 2).

Zone portuaire

La zone portuaire est délimitée par la ligne de bouées entre les points 2 et 3 et la berge située à l'Est de cette ligne (annexe 1).

Dans la zone portuaire :

- la vitesse maximum autorisée de toute embarcation est de 5 km/h
- la baignade est interdite

Un panneau normalisé (baignade interdite) sera implanté en berge de la zone portuaire.

Zone délimitée par les points 1, 2, 4 et 5

Dans cette zone :

- la navigation des véhicules nautiques de loisirs à moteur de type scooter ou jet ski est interdite
- la navigation des bateaux à moteur et la pratique du ski nautique et de la voile sont autorisées

.../...

Zone délimitée par les points 4, 5, 6 et 7

Dans cette zone :

- la pratique du ski nautique est interdite
- la navigation des bateaux à moteur et des véhicules à moteur de loisir de type scooter ou jet ski est autorisée.

Zone délimitée par les points 6, 7, 8 et 9

Dans cette zone :

- la pratique du ski nautique est interdite
- la navigation des véhicules à moteur de loisir de type scooter ou jet ski est interdite
- la navigation des bateaux à moteur est autorisée.

Autres zones

Sur les parties du plan d'eau situées au nord des points 1 et 2 et à l'ouest des points 8 et 9, la navigation d'embarcations à moteur et d'engins motorisés est formellement interdite.

Les interdictions et restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas aux bateaux chargés d'assurer les secours, la police de la navigation, la police des eaux et la police de la pêche.

Article 4 - Mise à l'eau, amarrage, stationnement, pontons :

Toute embarcation à voile ou à moteur devra obligatoirement utiliser, au départ comme à l'accostage, l'une des bases, mises à l'eau ou appontements qui auront été installés par les organismes compétents.

Les emplacements destinés aux opérations de mise à l'eau, amarrage, stationnement, et concernant les bateaux à moteur électrique ou sans moteur, sont signalés par panneaux.

En dehors des emplacements autorisés, le stationnement, la mise à l'eau et l'amarrage sont interdits.

Le stationnement est interdit sur le plan d'eau, à l'exception du stationnement des bateaux de service.

Ne sont pas considérés en stationnement les bateaux ou embarcations qui sont en arrêt le temps nécessaire à l'embarquement ou au débarquement de leurs occupants.

Article 5 - Interdiction de circulation :

Toute navigation est interdite de nuit.

Toute navigation est rigoureusement interdite sur l'ensemble du plan d'eau lorsque sa cote altimétrique :

- est inférieure ou égale à 585 m
- est supérieure ou égale à 609,50 m

Article 6 - Signalisation du plan d'eau :

La mise en place et l'entretien de la signalisation sont assurés par le président de la Communauté de Communes de Villefort, conformément aux dispositions des articles A. 4241-51 et suivants et aux annexes de l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure.

Article 7 - Règles de route :

Le lac de Villefort étant considéré comme un grand plan d'eau au sens de l'article A. 4241-53-1 du code des transports, les règles de route applicables sont celles du règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, tel qu'amendé.

Article 8 - Règles particulières au ski nautique :

Le conducteur du bâtiment remorqueur doit être accompagné d'une personne âgée de 15 ans au moins, chargée du service de la remorque et de la surveillance du skieur. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le conducteur est titulaire du Brevet d'État de moniteur de ski nautique.

En dehors de la prise de remorque par le skieur, la remorque ne doit pas être traînée à vide.

Les bateaux et jet ski remorquant un skieur ne doivent jamais suivre le même sillage, et lorsqu'un bateau en suit un autre tractant un skieur, il doit s'éloigner du sillage du bateau.

Sont interdits dans les zones d'évolution rapide et de ski nautique l'installation de matériels spécifiques tels que les tremplins, bouées de slalom, etc. Ces matériels pourront être utilisés sur demande particulière pour des compétitions faisant l'objet d'un arrêté de manifestation nautique.

Article 9 - Mesures particulières de sécurité :

La navigation sur le plan d'eau doit répondre aux exigences de la réglementation en vigueur et notamment celles relatives :

- à l'identification et aux marques associées ;
- à la construction, au gréement et à l'entretien ;
- à la conduite à l'équipage ;
- à la signalisation supplémentaire des bateaux faisant route jouissant d'une priorité de passage prévue par l'article A. 4241-48-17 de l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure.

Les conditions suivantes de sécurité doivent être mises en œuvre à l'intérieur du périmètre défini à l'article 1 du présent arrêté :

- le port du gilet de sauvetage est obligatoire pour toute personne naviguant sur le plan d'eau ; les équipements sont conformes à la réglementation en vigueur et adaptés à la taille de la personne ;
- les bateaux assurant la sécurité doivent porter une flamme rouge bien visible de tous les horizons.

Les dispositions complémentaires à celles du présent arrêté et notamment à celles ci-dessus peuvent être prescrites dans le cadre des autorisations de manifestations nautiques selon les modalités prévues à l'article 10 ci-dessous.

.../...

Article 10 - Manifestations nautiques et compétitions :

Les manifestations sportives nautiques, fêtes nautiques ou autres concentrations de bateaux susceptibles d'entraver la navigation font l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par le préfet conformément au règlement général de police.

L'organisateur de la manifestation doit présenter une demande d'autorisation au préfet du département du lieu de la manifestation.

La décision d'autorisation est prise par le préfet. Elle est publiée et notifiée à l'auteur de la demande.

Cette autorisation précise les mesures particulières à observer pendant le déroulement de la manifestation. Elle pourra déroger aux dispositions du présent arrêté et sera portée à la connaissance des usagers.

Les exercices militaires susceptibles de gêner la navigation ou nécessitant son interruption sont soumis aux mêmes règles.

Article 11 - Mesures temporaires .:

Des modifications temporaires à la navigation peuvent être décidées par le préfet du département de la Lozère et portées à la connaissance des usagers.

Le gestionnaire de la voie d'eau est par ailleurs compétent pour prendre les mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation rendues nécessaires par les incidents d'exploitation, les travaux de maintenance ou des événements climatiques.

Article 12 - Sanctions .:

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe le fait de ne pas respecter les interdictions de baignade établies par les règlements particuliers de police en application de l'article R. 4241-61.

Sans préjudices des dispositions prévues par le règlement général de police de la navigation intérieure, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations prévues par les règlements particuliers de police pris en application de l'article R. 4241-66 sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Article 13 - Publicité :

Le présent règlement et le schéma directeur joint sont mis à la disposition du public par voie électronique sur le site internet des services de l'État en Lozère (<http://www.lozere.gouv.fr/Politiques-publiques/Transports-Deplacements-Securite-routiere>), par affichage à la Communauté de Communes de Villefort, dans les mairies de Villefort, Pourcharesses et Altier ainsi que sur site. La mise en place et l'entretien de ces affichages seront assurés par la Communauté des Communes de Villefort.

Il fera, en outre, l'objet d'un affichage par les soins des associations, groupements utilisateurs du plan d'eau et EDF en des points stratégiques attirant l'attention du public.

Article 14 - Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

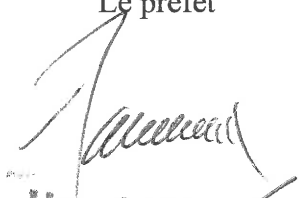
Article 15 - Exécution :

Le présent arrêté portant règlement particulier de police entre en vigueur à compter de sa publication.

Il se substitue à l'arrêté préfectoral n° 201441-0007 du 29 août 2014 portant règlement particulier de police pour l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le lac de Villefort dans le département de la Lozère.

Madame la secrétaire générale, Madame et Messieurs les maires des communes de Villefort, Pourcharesses et Altier, Monsieur le président de la Communauté de Communes de Villefort, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le directeur départemental de la Cohésion sociale et de la protection des populations, Monsieur le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le directeur d'EDF sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Lozère.

Le préfet

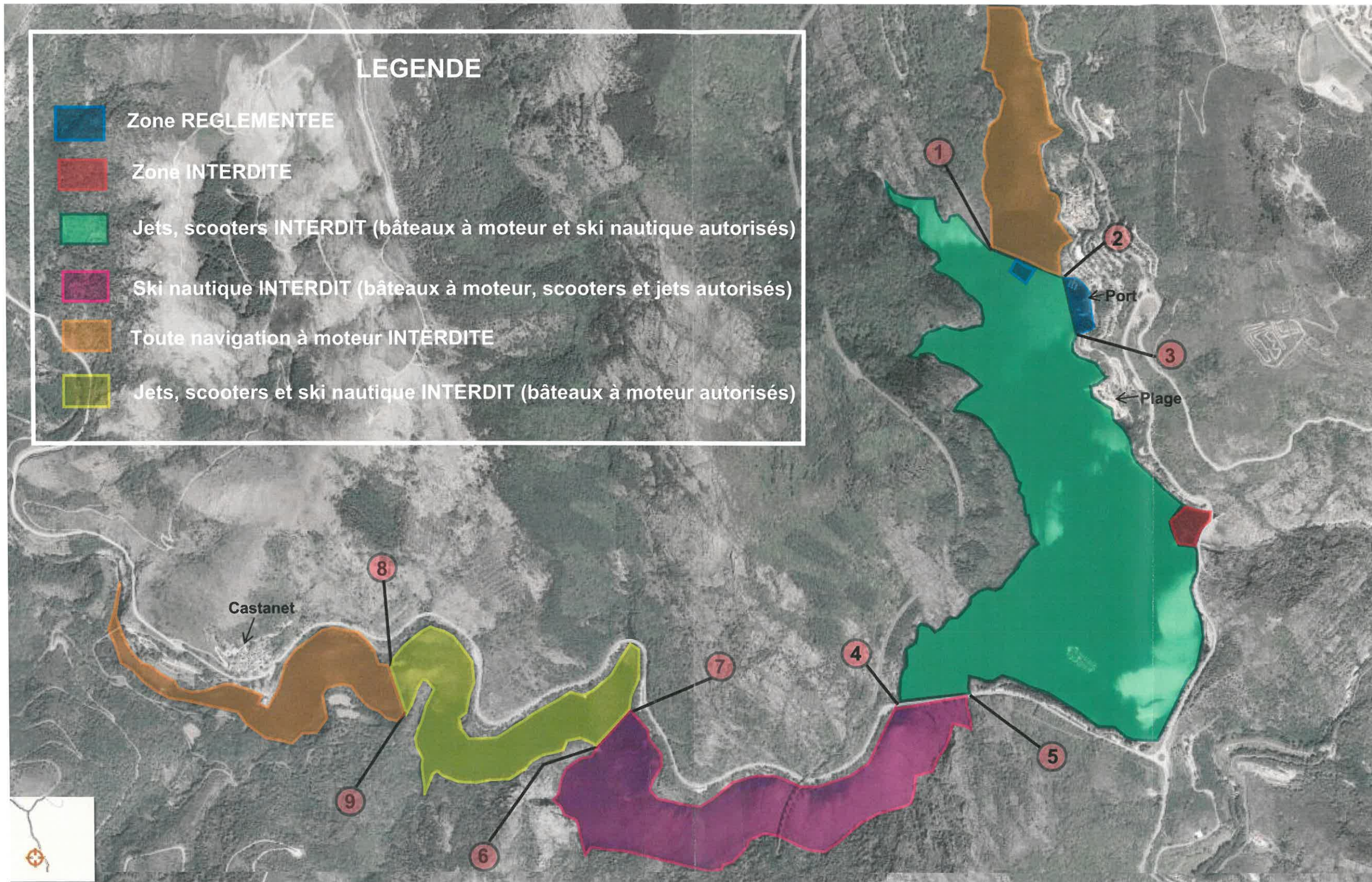


Hervé MALHERBE

PLAN D'EAU DE VILLEFORT

Zonage des activités nautiques

Annexe 1

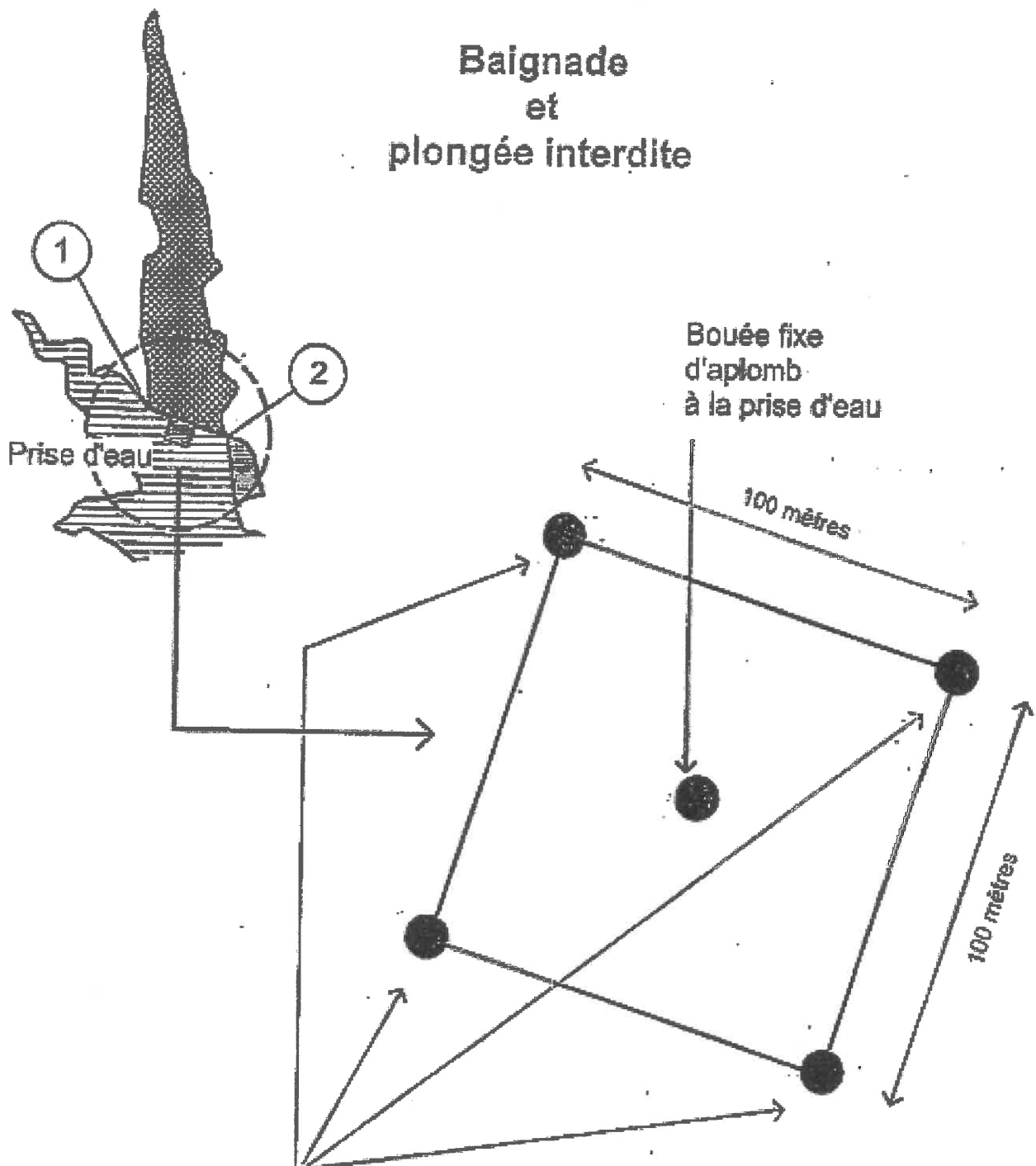


PLAN D'EAU DE VILLEFORT.

Zone réglementée au droit de la prise d'eau

Annexe 2

Baignade
et
plongée interdite



Bouées d'angle délimitant la zone interdite à :

- la baignade
- la plongée

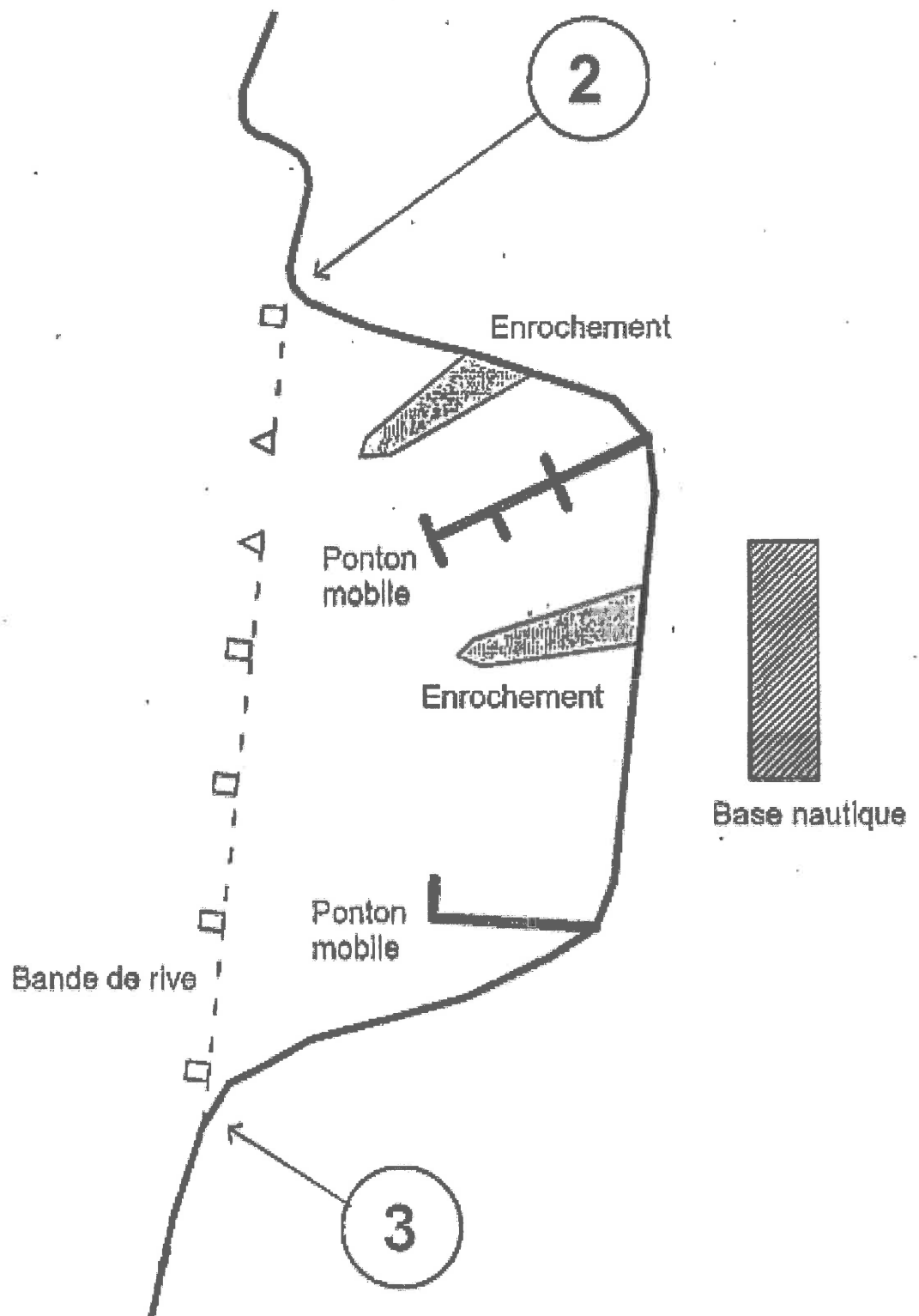
PLAN D'EAU DE VILLEFORT

Zone portuaire réglementée

Baignade interdite

Annexe 3

Schéma de balisage





PRÉFET DE LA LOZÈRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES**

Service Sécurité Risques Énergie
Construction

ARRETE N ° DDT-SREC-2016-153-0002 DU 1er JUIN 2016

Portant règlement particulier de police
Pour l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le plan d'eau
de la retenue du barrage du Rachas

Le préfet,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

VU Le code des transports, notamment les articles L. 4241-1 et suivants.

VU Le code des sports.

VU Le décret n° 2013-253 du 25 mars 2013 relatif aux dispositions de la quatrième partie réglementaire du code des transports portant règlement général de police de la navigation intérieure.

VU Le décret n° 2013-251 du 25 mars 2013 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports.

VU Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements.

VU L'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure.

SUR proposition du directeur départemental des territoires.

ARRETE :

Article 1 - Champs d'application :

Le présent règlement s'applique sur la retenue du barrage du Rachas, dans le département de la Lozère, sur la commune de Prévenchères.

L'exercice de la navigation des bateaux de plaisance et des activités sportives sur le plan d'eau est régi par le règlement général de police de la navigation intérieure mentionné à l'article L.4241-1 du code des transports et par le présent arrêté.

.../...

Article 2 - Définitions :

Bateau de plaisance : bateau utilisé par une personne physique ou morale de droit privé soit pour son usage personnel à des fins notamment de loisir ou de sport, soit pour la formation à la navigation de plaisance.

Barque de pêche : bateau utilisé pour la pêche d'une longueur de coque maximum de 3,50 mètres.

Engins de plage : embarcation considérée comme telle par la réglementation maritime et en particulier :

- les embarcations propulsées par une machine d'une puissance inférieure à 4.5 KW et dont la longueur de coque ne dépasse pas 2,50 mètres.
- les embarcations propulsées par l'énergie humaine dont la longueur de coque est inférieure à 3,50 mètres ou qui ne satisfont pas aux conditions d'étanchéité, de stabilité et de flottabilité suffisantes.

Ainsi sont considérés comme engins de plages : les jeux de plages (jeux gonflables, matelas gonflables, bouées), certains kayaks, canoës, planches à pagaies, hydrocycles, embarcations à rames...

Embarcation ou engin propulsé par l'énergie humaine autre qu'un engin de plage : embarcation ou engin de longueur de coque supérieure à 3,50 mètres et qui satisfait aux conditions (définies par la réglementation maritime), d'étanchéité, de stabilité et de flottabilité suffisantes.

Article 3 - Dispositions d'ordre général :

L'exercice de la navigation de plaisance et de toute activité sportive est subordonné à l'utilisation prioritaire du plan d'eau par Électricité de France en tant que concessionnaire.

Le plan d'eau du Rachas est ouvert aux activités suivantes :

- la navigation des bateaux de plaisance, des barques de pêche, des engins de plages et des embarcations ou engins propulsés par l'énergie humaine autres que des engins de plages tels que définis à l'article 2 du présent arrêté.
- la pêche à l'aide des moyens de navigation indiqués ci-dessus.

Les machines de propulsion utilisées pour la pratique des activités indiquées ci-dessus devront exclusivement être de type électrique. La présence de machines à propulsion thermique sur les embarcations est strictement interdite.

Sont interdites les activités non visées ci-dessus.

Toutes ces activités sont autorisées sur le plan d'eau dans les limites et conditions ci-après aux risques et périls des intéressés qui doivent respecter, en outre, les règlements intérieurs et les règles techniques et de sécurité propres à chaque activité.

La location d'embarcations de toute nature à des fins commerciales, l'organisation de tout service transport en commun de passagers sur la retenue, l'aménagement de toute installation en bordure de la retenue sont interdits sauf convention expresse, précaire et révocable, consentie au préalable par Electricité de France et la Collectivité. Cette convention devra être approuvée par le préfet.

Les interdictions de navigation y compris de nuit, limitations de vitesse et, plus généralement, les différentes restrictions ou interdictions prévues par le présent règlement ne sont pas applicables aux bateaux chargés d'assurer les secours, l'exercice des missions de police et de contrôle, aux embarcations d'EDF et de ses prestataires, lorsqu'ils font usage de leurs dispositifs spéciaux de signalisation, qu'ils interviennent dans le cadre de leur mission, sous réserve de ne pas mettre en danger les autres usagers des eaux intérieures et de ne pas porter atteinte à la sécurité des ouvrages et à leur bon fonctionnement. Ces bateaux devront disposer d'une flamme rouge, hissée à l'avant, pour jouir d'une priorité de passage et peuvent être équipés d'un feu ordinaire bleu scintillant, visible de tous les côtés.

Article 4 - Schéma d'utilisation du plan d'eau :

L'exercice des activités autorisées sur le plan d'eau est subordonné au respect du schéma d'utilisation du plan d'eau défini au présent article et joint en annexe, qui fixe et détermine les conditions dans lesquelles les activités autorisées peuvent être mises en œuvre.

Ce schéma comporte les dispositions suivantes :

1. Zones interdites :

L'exercice de toute activité est interdit dans les zones suivantes :

1. sur le Chassezac à environ 250 mètres en amont du pont d'accès au village du Rachas,
2. sur le Rieu en amont de l'embouchure avec le Chassezac,
3. sur le Chassezac en aval immédiat du pont supportant la voie ferrée

2. Zones autorisées à la navigation de plaisance et à la pratique des activités sportives :

2.1. Zone intitulée « bande de rive »

Il est institué le long des rives, une zone continue dite bande de rive d'une largeur uniforme de 10 m.

Dans cette bande de rive, la vitesse de circulation de tous les bâtiments est limitée à 2,7 nœuds ou 5 km/h.

2.2. Zones de restrictions des vitesses pour les embarcations à moteur

En dehors de la zone intitulée « bande de rive », les embarcations à moteurs ne devront pas évoluer à une vitesse supérieure à 8 nœuds ou 15 km/h

Article 5 - Mise à l'eau :

L'emplacement permettant les opérations de mise à l'eau est signalé par un panneau E22 carré de gamme 1.

La mise en place et l'entretien de cette signalisation sont assurés par la collectivité intéressée ou des associations ou sociétés sportives qui en présenteront la demande, conformément aux dispositions des articles R.4241-51 et suivants et aux annexes de l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de la police de la navigation.

En dehors des emplacements autorisés, le stationnement, la mise à l'eau et l'amarrage sont interdits.

Ne sont pas considérés en stationnement les bateaux ou embarcations qui sont à l'arrêt le temps nécessaire à l'embarquement ou au débarquement de leurs occupants.

La vitesse des bateaux à moteur est limitée à 2,7 nœuds ou 5 km/h dans une zone de 10 mètres autour des emplacements permettant la mise à l'eau.

Ces zones peuvent être équipées autant que de besoin de dispositifs d'appontement soit par les personnes publiques compétentes, soit par les associations ou autres utilisateurs sous réserve d'avoir obtenu préalablement les autorisations nécessaires du concessionnaire.

Article 6 - Interdiction de circulation :

La navigation est interdite la nuit : du coucher au lever du soleil.

La navigation des embarcations est interdite si la cote du niveau du plan d'eau passe en dessous de 822 m NGF et au-dessus de la cote 825 m NGF. Une pige sera mise en place sur un pile du pont sur laquelle seront matérialisées ces cotes. De même, un panneau d'information indiquant l'interdiction de naviguer en dessous de la cote 822 m NGF et au-dessus de la cote 825 m NGF sera implanté sur le site.

Article 7 - Signalisation du plan d'eau :

L'exercice des activités nautiques nécessitant la signalisation et le balisage est subordonné à leurs mises en place effectives.

La mise en place et l'entretien de la signalisation et du balisage identifiés à l'article 4 intitulé « Zones interdites » et « Zones autorisées à la navigation de plaisance et à la pratique des activités sportives » ainsi qu'à l'article 6 sont assurés par la collectivité intéressée ou des associations ou sociétés sportives qui en présenteront la demande, conformément aux dispositions des articles R.4241-51 et suivants.

La signalisation et le balisage doivent être en conformité avec l'arrêté du 28 juin 2013, notamment à son article 4241.51.1 et annexes 5 et 7, définissant le type et la taille des signaux. Tous les panneaux sont de gamme 1 ou supérieure sauf les panneaux d'interdiction A1 relatifs à la zone interdite de à l'approche du barrage qui seront de gamme 2.

La mise en place de la signalisation sera effective au plus tard 1 mois après l'entrée en application du présent règlement.

7.1 Zones interdites .

- sur le Chassezac à environ 250 mètres en amont du pont d'accès au village du Rachas ;
 - sur le Rieu en amont de l'embouchure avec le Chassezac ;
 - sur le Chassezac en aval immédiat du pont supportant la voie ferrée
- sont signalées par deux panneaux A1 pour chaque zone.

7.2 Zones autorisées à la navigation de plaisance et à la pratique des activités sportives :

7.2.1. Zones de restrictions des vitesses pour les embarcations à moteur :

Les embarcations à moteurs ne devront pas évoluer à une vitesse supérieure à 8 nœuds ou 15 km/h

Dans ce secteur, implantation judicieuse sur les rives :

- de quatre panneaux de type B6 portant l'indication de la vitesse à ne pas dépasser 8 nœuds ou 15km/h.

7.2.2 Bande de rives :

Il n'est pas possible de matérialiser la limite de la bande de rive sur le pourtour du plan d'eau.

Dans cette bande de rive, la vitesse de circulation de tous les bâtiments est limitée à 2,7 nœuds ou 5 km/h.

Article 8 - Manifestations nautiques et compétitions :

Les manifestations sportives nautiques, fêtes nautiques ou autres concentrations de bateaux susceptibles d'entraver la navigation font l'objet d'une convention avec EDF (concessionnaire). L'organisateur de la manifestation doit présenter une demande d'autorisation, accompagnée, dans certains cas, d'une évaluation des incidences Natura 2000.

Article 9 - Mesures temporaires :

En application des articles R4241-26 et L4241-3 :

- des modifications temporaires à la navigation peuvent être décidées par le préfet de la Lozère et portées à la connaissance des usagers,
- le concessionnaire est par ailleurs compétent pour prendre les mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation rendues nécessaires par les incidents d'exploitation, les travaux de maintenance ou des événements climatiques. EDF en tant que concessionnaire avertira la DREAL LR-MP, la Préfecture de la Lozère ainsi que la commune de Prévencières. De telles mesures seront également portées à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Les affichages temporaires seront à la charge de la commune de Prévencières.

Article 10 - Sanctions :

Sans préjudices des dispositions prévues par le règlement général de police de la navigation intérieure, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations prévues par les règlements particuliers de police pris en application de l'article R. 4241-66 sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Article 11 - Publicité :

Le présent règlement et le schéma d'utilisation du plan d'eau joint sont mis à la disposition du public par voie électronique sur le site internet des services de l'État en Lozère (<http://www.lozere.gouv.fr/Politiques-publiques/Transports-Deplacements-Securite-routiere>).

Par ailleurs, il sera publié et affiché, aux lieux et endroits habituels, par le maire de la commune de Prévencières.

Il fera, en outre, l'objet d'un affichage par les soins de EDF au niveau du barrage et sur les autres lieux par la Fédération de pêche de la Lozère et/ou par l'association de pêche locale.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lozère.

Article 12 - Recours :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de la notification.

Pendant ce délai de deux mois, un recours gracieux peut également être exercé auprès de l'autorité compétente. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de sa réponse.

En application de l'article R.421-2 du code précité *«le silence gardé pendant plus deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet»*.

Article 13 - Entrée en vigueur :

Le présent arrêté portant règlement particulier de police entre en vigueur à compter du lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs.

Le préfet de la Lozère ainsi que le gestionnaire de la retenue du barrage sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 14 - Exécution :

La secrétaire générale de la préfecture, le représentant d'EDF, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Lozère, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Prévenchères, le président de la Fédération de la Lozère pour la pêche et la protection du milieu aquatique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie conforme leur sera adressée.

Le préfet

Hervé MALHERBE

ANNEXE 1 : SCHEMA DIRECTEUR

Mise en place d'une échelle de hauteur d'eau

15

15

15

15

